EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE

Séance du 14 mai 2019

Monsieur Jean MONTAGNAC, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 94 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Christian AMIRATY - René AMODRU - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Mireille BALOCCO - Marie-Josée BATTISTA - Sabine BERNASCONI - Jacques BESNAÏNOU - Roland BLUM - Nicole BOUILLLOT - Marie-Christine CALATAYUD - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Bruno CHAIX - Alain CHOPIN - Frédéric COLLART - Monique CORDIER - Sandra DALBIN - Monique DAUBET-GRUNDLER - Christophe DE PIETRO - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Nouriat DJAMBAE - Pierre DJIANE - Emilie DOURNAYAN - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Nathalie FEDI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Josiane FOINKINOS - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Karim GHENDOUF - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Jean-Pierre GIORGI - André GLINKA-HECQUET - Martine GOELZER - Georges GOMEZ - Annie GRIGORIAN - Andrée GROS - Albert GUIGUI - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Christian JAILLE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Albert LAPEYRE - Gisèle LELOUIS - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Antoine MAGGIO - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Bernard MARTY - Martine MATTEI - Guy MATTEONI - Marcel MAUNIER - Xavier MERY - Danielle MILON - André MOLINO - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINÉ - Roland MOUREN - Patrick PAPPALARDO - Christian PELLICANI - Elisabeth PHILIPPE - Claude PICCIRILLO - Stéphane PICHON - Catherine PILA - Gérard POLIZZI - Marlène PREVOST - Marine PUSTORINO-DURAND - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Carine ROGER - Georges ROSSO - Roger RUZE - Isabelle SAVON - Eric SCOTTO - Dominique TIAN - Maxime TOMMASINI - Jocelyne TRANI - Cédric URIOS - Lionel VALERI - Claude VALLETTE - Josette VENTRE - Brigitte VIRZI - Didier ZANINI - Kheïra ZENAFI.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Loïc BARAT représenté par Gisèle LELOUIS - Yves BEAUVAL représenté par Jacques BESNAÏNOU - Mireille BENEDETTI représentée par Mireille BALOCCO - Jean-Pierre BERTRAND représenté par Josiane FOINKINOS - Solange BIAGGI représentée par Monique CORDIER - Jean-Louis BONAN représenté par Andrée GROS - Patrick BORE représenté par Patrick GHIGONETTO - Nadia BOULAINSEUR représentée par Roland CAZZOLA - Frédéric BOUSQUET représenté par René BACCINO - Valérie BOYER représentée par Frédéric DOURNAYAN - Laure-Agnès CARADEC représentée par Sandra DALBIN - Marie-Arlette CARLOTTI représentée par Garo HOVSEPIAN - Sophie CELTON représentée par Georges ROSSO - Catherine CHAZEAU représentée par Christian AMIRATY - Gérard CHENOZ représenté par Michel AZOULAI - Anne CLAUDIUS-PETIT représentée par Marie-Josée BATTISTA - Sandrine D'ANGIO représentée par Gisèle LELOUIS - Michel DARY représenté par Marie-France DROPY OURET - Anne DAURES représentée par Emilie DOURNAYAN - Jean-Claude DELAGE représenté par Frédéric COLLART - Dominique FLEURY VLASTO représentée par Claude VALLETTE - Jean-Claude GAUDIN représenté par Yves MORAINÉ - Bruno GILLES représenté par Marine PUSTORINO-DURAND - Vincent GOMEZ représenté par Gérard POLIZZI - José GONZALEZ représenté par Jocelyne TRANI - Régine GOURDIN représentée par Lionel VALERI - Louisa HAMMOUCHE représentée par Roger RUZE - Michel ILLAC représenté par Martine MATTEI - Paule JOUVE représentée par Christian JAILLE - Nathalie LAINE représentée par Marlène PREVOST - Dany LAMY représenté par Jeanne MARTI - Marc LOPEZ représenté par Stéphane MARI - Laurence LUCCIONI représentée par Albert LAPEYRE - Patrick MAGRO représenté par André MOLINO - Hélène MARCHETTI représentée par Roland GIBERTI - Claudette MOMPRIVE représentée par Martine GOELZER - Virginie MONNET-CORTI représentée par Maxime TOMMASINI - Jérôme ORGEAS représenté par Jean-Pierre GIORGI - Patrick PADOVANI représenté par Richard FINDYKIAN - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC représentée par Danielle MILON - Grégory PANAGOUDIS représenté par Guy MATTEONI - Didier PARAKIAN représenté par Josette VENTRE - Christyane PAUL représentée par Nathalie FEDI - Marc POGGIALE représenté par Christian PELLICANI - Muriel PRISCO représentée par Annie LEVY-MOZZICONACCI - Julien RAVIER représenté par Mireille BALLETTI - Stéphane RAVIER représenté par Sandra DUGUET - Marie-Laure ROCCA-SERRA représentée par Noro ISSAN-HAMADY - Lionel ROYER-PERREAUT représenté par Didier ZANINI - Guy TEISSIER représenté par Patrick PAPPALARDO - Jean-Louis TIXIER représenté par Annie GRIGORIAN - Patrick VILORIA représenté par Jean ROATTA.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT - Jean-Pierre BAUMANN - Michel CATANEO - Laurent COMAS - Vincent COULOMB - Dominique DELOURS - Yann FARINA - Samia GHALI - Laurent LAVIE - Eric LE DISSES - Marie-Louise LOTA - Bernard MARANDAT - Janine MARY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Georges MAURY - Patrick MENNUCCI - Richard MIRON - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Nathalie PIGAMO - Roland POVINELLI - Véronique PRADEL - Emmanuelle SINOPOLI - Nathalie SUCCAMIELE - Martine VASSAL - Karim ZERIBI.

Signé le 14 Mai 2019
Reçu au Contrôle de légalité le 28 mai 2019

Monsieur le Président a proposé au Conseil d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

VECO 007-227/19/CT

■ Approbation du cadre d'intervention financière en faveur des formations labellisées Grande Ecole du Numérique - Label GEN DPEATSV 19/17255/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En date du 15 Mai 2018, le Conseil de Territoire Marseille Provence a délibéré son cadre d'intervention financière dans le domaine de l'insertion, de l'emploi et de l'économie sociale et solidaire (VECO 022-195/18/CT), permettant ainsi le soutien de 5 structures parties prenantes aux politiques publiques de réduction des déchets.

Aujourd'hui, ce cadre doit être complété par des filières d'avenir qui favorisent l'accès à l'emploi. Accompagner les publics les plus fragiles aux métiers liés au numérique pourrait répondre à ce défi. D'autant que sur le territoire métropolitain, des grandes entreprises et des Entreprises de Taille Intermédiaire/Petites et Moyennes Entreprises (ETI/PME) doivent opérer leur transformation digitale. Ces dernières ont besoin de développer des nouvelles interfaces digitales de relation avec leurs clients, de distribuer en ligne certains de leurs produits, d'adapter leurs systèmes d'informations internes à la croissance importante des requêtes et des informations disponibles (Big Data). Ces entreprises ont souvent du mal à recruter localement. Pourtant le taux de chômage sur les Quartiers Politique de la Ville (QPV) et auprès de la population féminine demeure très élevé.

Ainsi l'Etat, par le biais du Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC), vise à former et accompagner des demandeurs d'emploi (femmes et jeunes) peu qualifiés et éloignés du marché du travail, qui résident notamment en Quartier Politique de la Ville (QPV) en labellisant certaines formations « Label GEN » (Grande Ecole du Numérique).

Au 31 Décembre 2018, cette effervescence avait permis la mise en place de 46 projets de formations différentes (Développeur Web, Développeur Mobile, Intégrateur Web / Mobile, Chef de Projet Technique, Formateur Développement Web...) sur le Territoire.

Ce mouvement trouve un écho :

- dans l'agenda métropolitain du Développement Economique qui préconise d'accompagner la transition numérique par le financement et le soutien à la montée en compétences,
- dans les orientations du schéma directeur de l'Emploi et Insertion économique et Sociale par la nécessité de repérer et d'anticiper les besoins de qualification notamment en mobilisant la convention Pôle Emploi,
- dans l'appel à projet du Fonds Social Européen (FSE), animé par le Service Europe de la Métropole et dédié à l'inclusion sociale et professionnelle,
- dans le Contrat de ville Marseille-Provence sur les aspects du développement économique et social.

Aussi le Conseil de Territoire Marseille Provence souhaite-t-il s'impliquer dans ce dispositif et propose de participer au financement des formations dédiées aux métiers du numérique labellisé Grande Ecole du Numérique (Label GEN) à hauteur de 100.000,00 euros par an dont la répartition entre les structures bénéficiaires sera précisée dans une délibération subséquente.

Ces structures, auxquelles contribuera l'établissement public, auront préalablement obtenu le « Label GEN ».

Signé le 14 Mai 2019
Reçu au Contrôle de légalité le 28 mai 2019

Les principes d'intervention proposés pour guider la sélection des associations et les montants financiers envisagés sont les suivants :

CRITERES « GRANDE ECOLE DU NUMERIQUE » :

- Que chaque formation se doit de former gratuitement au minimum 10 personnes peu ou pas qualifiées, en recherche d'emploi, par session. L'objectif ultime étant d'atteindre 80% de personnes formées disposant d'un niveau bac ou inférieur au bac,
- Que les formations labellisées doivent intégrer un minimum de 30% de femmes,
- Qu'une priorité est donnée aux formations situées dans les Quartiers Politique de la Ville (QPV).

CRITERES « CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE » :

- Localisation : être situé sur le Territoire Marseille Provence avec une attention pour les résidents des QPV ou de Veille Active. Les projets d'autres territoires de la Métropole pourraient être instruits selon le niveau de consommation de l'enveloppe dédiée à l'appel à projet ;
- Public : retenir dans les effectifs recrutés une proportion significative de public suivi par les 3 PLIE Marseille Provence ;
- Partenariat : être en lien avec les services de la Métropole : Politique de la Ville, Emploi-Insertion, ESR ;
- Relation avec le monde économique : connaissance des entreprises pouvant recruter les publics formés....

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant approbation de l'Agenda du Développement Economique métropolitain.
- Les orientations du schéma directeur de l'Emploi et Insertion économique et Sociale ;
- Les appels à projet « Emploi et inclusion en métropole » dans le cadre du Fonds Social Européen (FSE).

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

**Signé le 14 Mai 2019
Reçu au Contrôle de légalité le 28 mai 2019**

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence est compétent pour l'animation des dispositifs en matière d'insertion par l'économique ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence préconise d'accompagner la transition numérique par le financement et le soutien à la montée en compétences des personnes en insertion.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le principe d'une contribution financière du Conseil de Territoire Marseille Provence dans le cadre du dispositif présenté.

Article 2 :

Le montant pour 2019 de cette contribution financière est de 100.000,00 euros. Une délibération subséquente viendra préciser la répartition entre les structures bénéficiaires.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à la mise en œuvre de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2019 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence - Chapitre 65 - Article 65748 - Fonction 65 - Sous-Politique E 120.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Président du Conseil de Territoire
Marseille Provence

Jean MONTAGNAC